

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 25/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EIRL JACOB RICHARD

La Sigarié
81490 Saint-Salvy-de-la-Balme

Références : 81-CARMIN-2023-35
Code AIOT : 0006803490

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement EIRL JACOB RICHARD implanté Le Traves 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme. L'inspection a été annoncée le 05/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EIRL JACOB RICHARD
- Le Traves 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme
- Code AIOT : 0006803490
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière visitée est une carrière de granite autorisée par arrêté préfectoral du 29 septembre 1998. L'échéance d'autorisation est échue depuis décembre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité du public
- notification de cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Cote d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/09/1998, article CE2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 29/09/1998, article CE21	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 29/09/1998, article DG9	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 29/09/1998, article DG10	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 29/09/1998, article DG11	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation d'exploiter la carrière est échue depuis décembre 2022. Celle-ci n'est en effet plus exploitée et s'est revégétalisée en grande partie naturellement. L'exploitant n'a pas procédé à la notification de la cessation d'activité ni à la mise en sécurité du site (condamnation des accès, protection de certaines zones d'accès aux anciens fronts de taille).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cote d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1998, article CE2
Thème(s) : Risques accidentels, Cote exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est limitée à la cote 415 m NGF.
Constats : L'exploitant n' a pas présenté de plan d'exploitation à jour. A ce titre, la cote de fin d'exploitation n'a pas pu être vérifiée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1998, article CE21
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction des matériaux commercialisables est achevée six mois avant la fin de validité du présent arrêté. A cette date, l'exploitant adresse au préfet une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant : <ul style="list-style-type: none">- le plan à jour de l'exploitation (accompagné de photos) ;- le plan de remise en état définitif ;- un mémoire de l'état du site.
Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière est échu depuis décembre 2022. L'exploitant n'a pas notifié son arrêt d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1998, article DG9
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents accès au site d'exploitation doivent être équipés de barrières (ou autres dispositifs similaires) fermées en dehors des heures d'activité.
Constats : Une barrière est présente en amont du site (hors périmètre d'autorisation) sur le chemin communal menant à la carrière. Néanmoins, les deux chemins d'accès à la carrière (chemins privés) ne sont pas équipés de barrières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1998, article DG10
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'interdiction d'accès au public est affiché en limite de l'exploitation de chaque accès et tout autre défini en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'interdiction d'accès est matérialisé par un panneau "chantier interdit au public" à l'entrée sur le chemin communal mais pas au niveau des chemins d'accès à la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1998, article DG11
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace d'une hauteur minimale de deux mètres ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Les anciennes zones des travaux d'exploitation sont protégées par des blocs de granite et la végétation dense aux abords. Néanmoins, il subsiste des zones plus facilement accessibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois